

Le désarmement nucléaire généralisé, complet et irréversible : une urgence absolue !

I Introduction

L'arme nucléaire¹, en libérant de manière explosive une énergie considérable, est l'arme la plus destructrice et la plus meurtrière que l'humanité ait connue au cours de son histoire. Les têtes nucléaires actuelles sont jusqu'à 100 000 fois plus puissantes que la bombe conventionnelle la plus puissante connue : l'ATBIP (Aviation Thermobaric Bomb of Increased Power), développée par la Russie, a une charge de 44 tonnes de trinitrotoluène (TNT)².

Le 6 août 1945, la première bombe atomique est lâchée par les Etats-Unis au-dessus de la ville d'Hiroshima. En quelques secondes, la ville est dévastée. Le 9 août 1945, une deuxième bombe atomique américaine s'abat sur la ville de Nagasaki, provoquant les mêmes scènes d'horreur. Après la fin de la deuxième guerre mondiale, la guerre « froide » s'installe, caractérisée par une course à l'armement nucléaire effrénée, en particulier de la part des Etats-Unis et de l'Union soviétique. La guerre « froide » se termine avec la dissolution de l'Union soviétique.

Avec la fin de la guerre « froide », l'opinion publique considère actuellement, dans sa grande majorité, que le risque d'utilisation de l'arme nucléaire est désormais mineur et une fatalité du passé. En réalité, ce risque n'a jamais été aussi important qu'aujourd'hui. Le danger le plus grave pour l'humanité est actuellement la menace d'un conflit nucléaire, pouvant même provoquer la disparition de toute vie humaine.

II Etat de l'arsenal nucléaire militaire mondial

En 2009, neuf puissances nucléaires militaires (Etats-Unis, Russie, France, Chine, Royaume-Uni, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord) disposent d'environ 8400 têtes nucléaires opérationnelles (voir le tableau 1, page 2) [1, 2]. Environ 2000 de ces ogives nucléaires sont dans un état d'alerte élevé [1], capables d'être lancées en moins de 2 minutes. Il faut ajouter environ 14 900 têtes nucléaires en réserve ou en attente de démantèlement, ce qui fait un arsenal nucléaire militaire mondial d'environ 23 300 ogives nucléaires [1]. Environ 95 % de ce total est détenu par la Russie et les Etats-Unis.

Mises à part les cinq puissances nucléaires officiellement reconnues par le Traité de Non Prolifération des armes nucléaires (TNP)³ (Etats-Unis, Russie, Royaume-Uni, France et Chine), l'Inde et le Pakistan se sont dotés par la suite d'un arsenal nucléaire, situation alarmante compte tenu des crises récurrentes existant entre ces deux Etats (crise de Kargil en 1999, vague d'attentats en Inde en 2001 et 2002, et attentats de Bombay en 2008).

Par ailleurs, Israël est largement considéré comme étant en possession de l'arme atomique, situation inquiétante dans une région aussi conflictuelle et tendue que le Moyen-Orient.

¹ Une arme nucléaire est composée d'un dispositif explosif nucléaire et d'un vecteur. Ce dernier, principalement un missile ou un bombardier, permet de propulser ou de transporter la tête nucléaire vers une cible.

² L'énergie totale libérée par une explosion est généralement exprimée en tonnes d'équivalent de trinitrotoluène (TNT), qui est un explosif classique courant. Il s'agit de la quantité de TNT nécessaire pour produire une énergie équivalente.

³ Le Traité de Non Prolifération (TNP) des armes nucléaires a été signé et ratifié par tous les Etats membres de l'ONU, à l'exception d'Israël, de l'Inde et du Pakistan. La Corée du Nord est sortie du TNP en 2003. Le TNP distingue les cinq Etats Dotés d'Armes Nucléaires (EDAN) (Etats-Unis, Russie, France, Chine et Grande-Bretagne), qui ont fabriqué et fait exploser une arme nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967, et les Etats Non Dotés de l'Arme Nucléaire (ENDAN). Les premiers s'engagent par l'article VI à éliminer la totalité de leur arsenal nucléaire. Les seconds s'engagent à ne pas se procurer l'arme nucléaire, en échange de la possibilité d'accéder à la technologie nucléaire « à des fins pacifiques ».

Etats	Têtes nucléaires opérationnelles		
	Stratégiques ⁴	Tactiques ⁵	Total
<i>Russie</i>	2787	2047	4834
<i>Etats-Unis</i>	2202	500	2702
<i>France</i>	300		300
<i>Chine</i>	186		186
<i>Royaume-Uni</i>	160		160
<i>Israël</i>			80
<i>Inde</i>			60-70
<i>Pakistan</i>			70
<i>Corée du Nord</i>			Indéterminé
Total			~ 8400

Tableau 1 : Etat des puissances nucléaires en 2009

Concernant la Corée du Nord, le système de surveillance internationale, mis en œuvre dans le cadre de l'organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires, a mis en évidence une explosion, le 25 mai 2009, correspondant à une énergie comprise entre 2 et 6 kilotonnes de TNT, bien supérieure au premier essai nord-coréen de 2006 [2]. Il est vraisemblable que la Corée du Nord a procédé à une tentative, sans doute peu fructueuse, d'explosion de bombe au plutonium⁶. Toutefois, cet essai traduit d'ores et déjà une capacité de destruction des milliers de fois supérieure à tous les armements conventionnels connus. Même si Pyongyang ne semble pas encore capable de maîtriser la mise au point d'une bombe au plutonium, il convient de souligner que les stocks de plutonium, dont elle dispose, seraient suffisants pour fabriquer de 6 à 8 bombes. Par ailleurs, la Corée du Nord est également soupçonnée d'avoir développé des capacités de production d'uranium hautement enrichi en uranium 235⁷, permettant de fabriquer des bombes à l'uranium. Or, au contraire de la bombe au plutonium, la fabrication de la bombe à l'uranium est un processus simple et facile à maîtriser.

En parallèle, Pyongyang a intensifié ses essais de tirs de missiles balistiques, susceptibles de transporter les ogives nucléaires [2]. Il est fait état de préparatifs pour un prochain lancement d'un missile de longue portée. Il s'agirait d'une version modifiée du missile Taepodong 2, dont la portée de 6700 km permet théoriquement d'atteindre le territoire des Etats-Unis dans la région de l'Alaska.

Les capacités nucléaires et balistiques actuelles de la Corée du Nord, aussi imparfaites et incertaines qu'elles soient, font de ce pays le neuvième Etat nucléaire de la planète [2].

⁴ Les armes nucléaires stratégiques sont conçues pour attaquer des cibles ennemies à très longue portée, souvent intercontinentale. Elles sont généralement prévues pour frapper les forces nucléaires stratégiques ennemies et leurs infrastructures, ainsi que les centres industriels et de population. Leur objectif est de mettre rapidement un terme à une guerre.

⁵ Les armes nucléaires tactiques sont conçues pour attaquer des cibles ennemies à courte portée. Elles sont généralement utilisées, à proximité sur le champ de bataille, pour frapper le front des forces conventionnelles ennemies et leurs infrastructures. Leur objectif est de gagner des combats locaux.

⁶ Deux types de réactions nucléaires peuvent être utilisés dans les armes nucléaires : la fission (dissociation du noyau d'un atome lourd pour former de nouveaux noyaux plus légers) et la fusion (combinaison des noyaux de deux atomes légers pour constituer un nouveau noyau plus lourd). La réaction de fission met en jeu généralement comme isotope lourd l'uranium 235 (bombe à l'uranium) et le plutonium 239 (bombe au plutonium). Les éléments les plus utilisés pour la réaction de fusion sont l'hydrogène, le deutérium, le tritium et le lithium.

⁷ La proportion d'uranium 235 dans l'uranium naturel n'est que de 0,71 %, ce qui est nettement insuffisant pour fabriquer une bombe nucléaire. Il est alors nécessaire de procéder à un enrichissement en uranium 235 pour obtenir des teneurs au moins égales à 90 %.

Les Etats-Unis déploient également, dans le cadre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), un arsenal nucléaire sur le territoire de cinq Etats européens (Allemagne, Belgique, Italie, Pays-Bas et Turquie ; voir le tableau 2 ci-dessous) [3]. Il s'agit au total de 240 bombes nucléaires tactiques de types B61-3 et B61-4, d'une puissance variant de 0,3 à 170 kilotonnes de TNT.

Les armes nucléaires américaines, implantées en Europe et mises à la disposition de l'OTAN, ont été considérablement réduites ces dernières décennies (le plus haut niveau a été atteint en 1971 avec 7300 ogives nucléaires). Le récent retrait des bombes nucléaires, en moins de trois ans, des bases les plus importantes de Ramstein et de Lakenheath, situées au Royaume-Uni, pourrait suggérer, soit la fin programmée de l'installation de ces armes en Europe, soit un repositionnement des forces nucléaires de l'OTAN plus au Sud [3]. En effet, le stationnement d'armes atomiques dans la partie Nord de l'Europe n'apparaît plus pertinent. Les ennemis, perçus par l'OTAN, ne se situent plus à l'Est, mais au Sud. La majorité des tensions se concentrent désormais au Moyen-Orient et en Asie centrale.

Quelle que soit l'option adoptée par l'OTAN dans le cadre du prochain Concept stratégique, cela ne signifierait pas une mise à l'écart de la politique nucléaire militaire de l'OTAN. Un scénario futur pourrait très bien consister dans la mise en œuvre d'un maintien en condition opérationnel des chambres fortes, les Weapons Storage and Security System (WS3), qui abritent actuellement les bombes B-61 [3]. Ces infrastructures serviraient à un éventuel déploiement en cas de crise. De toute manière, l'OTAN continuera de tabler sur des moyens militaires nucléaires, au travers des navires et des sous-marins américains et britanniques.

Etats	Bases	Nombre de bombes nucléaires
<i>Allemagne</i>	Büchel	20
<i>Belgique</i>	Kleine-Brogel	20
<i>Italie</i>	Aviano	50
	Ghedi-Torre	40
<i>Pays-Bas</i>	Volkel	20
<i>Turquie</i>	Incirlik	90
Total		240

Tableau 2 : Etat des forces nucléaires américaines stationnées en Europe en 2008

Le nombre total d'ogives nucléaires sur la planète n'a cessé de diminuer depuis 1986, année où le niveau maximal de 70 500 avait été atteint. Cependant, l'arsenal nucléaire mondial actuel est encore largement suffisant pour conduire irrémédiablement à la disparition de l'espèce humaine. Cette seule perspective suffit à engager urgemment un désarmement nucléaire total et irréversible. Il est intolérable que chaque être humain vive à chaque instant avec cette épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

III Prolifération de l'arme nucléaire

La prolifération de l'arme nucléaire se présente sous la forme d'un double danger :

- la modernisation des arsenaux nucléaires existant (prolifération dite « verticale »),
- l'augmentation du nombre d'acteurs nucléaires (prolifération dite « horizontale »).

La conséquence est un accroissement élevé de la probabilité d'utilisation de l'arme nucléaire.

III.1 Modernisation des arsenaux nucléaires existant et responsabilités des puissances nucléaires majeures

Les Etats nucléaires, en particulier les cinq puissances nucléaires majeures (Russie, Etats-Unis, France, Chine et Royaume-Uni)⁸, modernisent actuellement leur arsenal nucléaire.

A titre d'exemple, la France modernise la totalité de sa force de frappe nucléaire :

- Mise au point de nouvelles têtes nucléaires : Têtes Nucléaires Océaniques (TNO) et Têtes Nucléaires Aéroportées (TNA) destinées à équiper respectivement les Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE), et les Mirage et les Rafale.
- Mise en service en 2010 du nouveau missile balistique M51.1 à précision renforcée et portée accrue (9000 kilomètres, au lieu de 6000 kilomètres pour les missiles M45 actuellement en service, permettant alors d'atteindre la Chine), qui équipera les SNLE.
- Mise en service fin 2009 d'une version dite Améliorée des missiles Air-Sol Moyenne Portée (ASMP-A) en termes de précision et de furtivité, qui équipera les Mirage et les Rafale.
- Mise en service fin 2010 d'un nouveau SNLE (le Terrible), ce qui portera à quatre le nombre de SNLE.
- Livraison de six Sous-marins Nucléaires d'Attaque (SNA) de nouvelle génération Barracuda, prévue entre 2017 et 2028.
- Mise en service d'un escadron de Mirage2000-N K3 dès octobre 2009 et d'un escadron de Rafale F3 normalement en 2010.
- Entrée en fonction d'ici quelques années du laser « Mégajoule », permettant de tester les armes nucléaires « d'après-demain ».

La conférence de révision du TNP⁹ de 2000 avait conclu à un engagement sans équivoque des puissances nucléaires, parties au traité, sur un programme de désarmement total, conformément à l'article VI du TNP, incluant 13 étapes. Cinq ans plus tard, lors de la conférence de révision de 2005, il n'a été pratiquement constaté aucun progrès sur ces étapes. Pourtant, les principaux piliers du TNP sont la non-prolifération des armes nucléaires et les usages pacifiques de l'énergie nucléaire, mais également le désarmement nucléaire total qui est le but ultime du TNP. Il apparaissait alors de manière manifeste aux yeux de l'opinion publique et des Etats non nucléaires que les Etats-Unis, la Russie, la France, la Chine et le Royaume-Uni tenaient absolument à conserver leur force de frappe nucléaire, tout en l'interdisant aux autres, se résumant à : « Faites ce que je dis, pas ce que je fais ».

Le désarmement nucléaire, voire l'abolition des armes nucléaires, ont connu un net regain d'intérêt depuis 2008, notamment sous l'impulsion du président des Etats-Unis Barack Obama. A l'occasion du sommet entre l'Union européenne et les Etats-Unis, le 5 avril 2009 à Prague, Barack Obama a proposé de relancer les efforts contre la prolifération nucléaire en vue d'aboutir à un monde sans armes nucléaires :

- Confirmer son intention de négocier avec la Russie d'ici la fin de l'année 2009 un nouvel accord sur la réduction des arsenaux nucléaires stratégiques des deux pays.
- Ne pas engager le développement de nouvelles armes nucléaires.
- Militer avec détermination en faveur de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- Négocier un nouveau Traité international prévoyant une interdiction vérifiée de la production d'uranium hautement enrichi et de plutonium à des fins militaires.

⁸ La modernisation de l'arsenal nucléaire de la Russie, des Etats-Unis, de la France, de la Chine et du Royaume-Uni constitue une violation du TNP.

⁹ Le TNP, initialement signé pour une durée de 25 ans, fut prorogé en 1995 pour une durée indéfinie. Il fait l'objet d'une révision tous les 5 ans.

- Appeler de ses vœux la tenue d'un sommet mondial sur la sécurité nucléaire et la lutte contre le trafic de matériel nucléaire¹⁰.

La dépression économique, observée aux Etats-Unis, ne serait pas étrangère à la formulation de telles propositions.

Un accord bilatéral, servant de base à l'élaboration d'un nouveau Traité de réduction des armes stratégiques START¹¹, a été signé entre les présidents Obama et Medvedev, le 8 juillet 2009 à Moscou, où il est convenu d'abaisser les armes nucléaires stratégiques opérationnelles de chacun des deux pays dans une fourchette de 1500 à 1675 pour le nombre de têtes nucléaires et de 500 à 1100 pour le nombre de vecteurs (missiles intercontinentaux, sous-marins et bombardiers stratégiques).

Cependant, les plafonds envisagés (1675 têtes nucléaires et 1100 vecteurs) sont beaucoup trop modestes. L'objectif semble déjà atteint ou en cours d'atteinte pour les vecteurs. Concernant les têtes nucléaires, la limite supérieure de 1675 n'est que légèrement inférieure au nombre de têtes actuellement déployées et à la fourchette retenue dans le Traité SORT¹². Par ailleurs, le document de Moscou prévoit une mise en œuvre du futur traité sur sept années, ce qui est trop long. Il faut enfin noter que :

- Les armes nucléaires tactiques et les armes nucléaires non déployées (en réserve) ne seront pas prises en compte dans le prochain traité.
- L'implication des autres Etats nucléaires dans un effort de désarmement multilatéral n'est toujours pas à l'ordre du jour.

En conclusion, le prochain Traité START manque d'ambition et ne constitue nullement un signe annonciateur d'un engagement en faveur d'un désarmement nucléaire total.

Au-delà de cet accord, sur fond de rivalités et d'ambitions hégémoniques, les divergences entre Washington et Moscou dominant, en particulier :

- La poursuite du projet de bouclier antimissile américain dont la République tchèque et la Pologne doivent accueillir des éléments, auquel s'oppose fermement la Russie. Barack Obama se montre désormais peut être moins circonspect sur le dispositif antimissile américain en Europe que ses premières déclarations l'avaient laissé supposer.
- Le soutien des Etats-Unis à d'anciennes Républiques de l'Union soviétique, en particulier la Géorgie, qui sont en délicatesse avec la Russie.

Pour ce qui est de la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par les Etats-Unis, elle est loin d'être acquise. Le rapport de la commission du Congrès américain, chargée d'élaborer des recommandations pour la future posture nucléaire stratégique des Etats-Unis, de mai 2009 révèle des désaccords entre les membres de la commission à ce sujet [4]. L'administration Obama devra également convaincre d'autres Etats nucléaires à ratifier ce traité : la Chine, l'Inde, Israël, le Pakistan et la Corée du Nord.

L'ambition de Barack Obama, pour une élimination totale des armes nucléaires, n'est pas partagée par la classe politique américaine [5], qui ne veut pas dans sa majorité se passer de l'arme nucléaire¹³, sans parler de l'hostilité affichée par le complexe militaro-industriel.

¹⁰ Le sommet mondial sur la sécurité nucléaire et la lutte contre le trafic de matériel nucléaire aura lieu aux Etats-Unis au mois de mars 2010.

¹¹ Le traité START 1, datant de 1991, de réduction des arsenaux nucléaires stratégiques opérationnels russes et américains à un niveau maximum de 6000 têtes nucléaires et de 1600 vecteurs sera caduc le 5 décembre 2009.

¹² Le Traité SORT, appelé aussi Traité de Moscou, signé en 2002 et entré en vigueur en 2003, limite à une fourchette de 1700 à 2200 le nombre d'ogives nucléaires stratégiques opérationnelles d'ici le 31 décembre 2012.

¹³ A titre d'exemple, le vice-président américain Joseph Biden, lors de la 45^{ème} conférence de Munich sur la sécurité de février 2009, a déclaré explicitement que les Etats-Unis n'abandonneront pas l'arme nucléaire.

Il convient de souligner enfin que d'autres décisions de l'administration américaine mettent en évidence les écarts existant entre les discours et les actes :

- Demande d'une somme supplémentaire de 83,4 milliards de dollars au Congrès pour financer les guerres en Irak et en Afghanistan (seulement 7,5 milliards de dollars pour la reconstruction de ces pays et 75,3 milliards de dollars pour les activités militaires) [6].
- Envoi de 17000 soldats américains supplémentaires en Afghanistan [7].

Il faudra attendre la future posture nucléaire stratégique des Etats-Unis (Nuclear Posture Review), prévue pour le mois de février 2010, pour mieux connaître les grandes orientations retenues par la nouvelle administration américaine.

Le premier ministre russe, Vladimir Poutine, a répondu favorablement à la proposition de Barack Obama de renoncer à l'arme atomique. Moscou connaît également de sérieuses difficultés provoquées par la crise économique.

Cependant, les conditions qui permettraient à la Russie de participer activement à un processus de désarmement nucléaire sont nombreuses, en particulier la nécessité d'un accord avec les Etats-Unis sur la défense antimissile en Europe, l'encadrement des « Precision-guided munitions » (PGM) et l'introduction des trois autres puissances nucléaires « officielles » dans le processus de maîtrise des armements [8].

Si la Chine propose un plan de désarmement nucléaire en 10 étapes, motivé par des raisons économique et social, la priorité du désarmement bilatéral américano-russe, l'engagement des Etats nucléaires à ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier et à supprimer l'état d'alerte des têtes nucléaires, le rapatriement des armes situées hors du territoire des Etats détenteurs, et la fourniture universelle et inconditionnelle d'assurances de sécurité négatives restent toujours les principales conditions qui disposeraient la Chine à participer activement à un processus de désarmement nucléaire [8].

Moscou et Pékin attendent la future « Nuclear Posture Review » des Etats-Unis pour mieux appréhender la position de l'administration Obama. La posture nucléaire américaine, issue de la révision de 2001, est jugée déstabilisante et dangereuse par la Russie et la Chine.

A Delhi en janvier 2008, Gordon Brown, premier ministre d'une Grande-Bretagne en pleine déconfiture économique, a appelé à suivre un plan en 6 points dont l'objectif est d'aboutir finalement à un monde exempt d'armes nucléaires. Mais, le débat britannique sur la nécessité d'une dissuasion nucléaire minimale reste très vif.

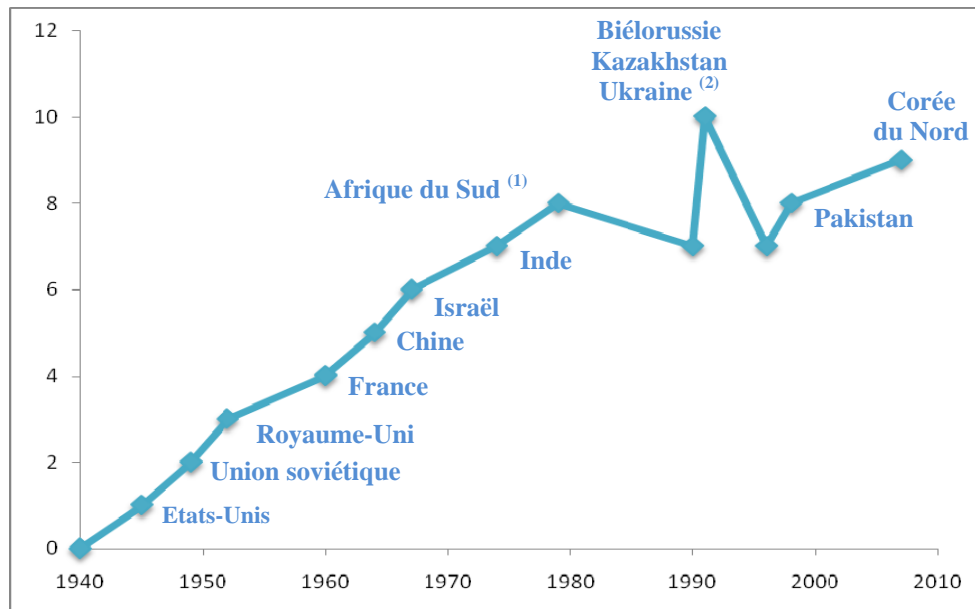
La France n'envisage pas du tout de se passer de l'arme nucléaire, comme l'atteste notamment l'intervention de Nicolas Sarkozy en février 2009 cosignée par Angela Merkel : « Nous sommes convaincus qu'une politique de sécurité responsable, qui prend en compte les risques futurs, doit conserver dans un avenir prévisible la dissuasion nucléaire ». Pour Paris, il n'est pas question de désarmement nucléaire total. La France s'est opposée farouchement à une déclaration d'intention du sommet du G8 de juillet 2009, recommandant une évolution vers un monde dénucléarisé.

En conclusion, la Russie, les Etats-Unis, la France, la Chine et la Grande-Bretagne sont décidés à rester des puissances nucléaires. L'arme nucléaire n'est pas une arme de dissuasion, mais une arme de domination, la clef de voute d'un système permettant à une minorité de dominer le reste de la planète. Le fait de posséder l'arme nucléaire entraîne implicitement un rapport de forces et un chantage en faveur des grandes puissances, imposant leurs règles du jeu sur le plan international et des relations de domination qui se traduisent dans les domaines politique et économique. Le maintien des arsenaux nucléaires répond également aux intérêts du complexe militaro-industriel. Par leur attitude, les grandes puissances ont une lourde responsabilité au sujet de la prolifération nucléaire déjà observée et risquant de se démultiplier durant les prochaines années.

III.2 Augmentation du nombre d'acteurs nucléaires

III.2.1 Les Etats

Plus le nombre d'Etats, possédant l'arme nucléaire, est important, plus le risque de son utilisation est élevé. Depuis 64 ans, date du premier essai nucléaire réalisé par les Etats-Unis sur le site de Trinity, le nombre d'Etats, détenteurs de l'arme atomique, n'a cessé d'augmenter, au rythme moyen d'un nouvel Etat tous les 7 ans (voir la figure 1 ci-dessous).



(1) L'Afrique du Sud a renoncé à l'arme nucléaire en 1990.

(2) A la suite de la dissolution de l'Union soviétique, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine ont hérité de têtes nucléaires, déployées sur leurs territoires. Ces trois pays ont restitué à la Russie la totalité des armes nucléaires entre 1992 et 1996, et ont signé et ratifié le TNP en tant qu'Etat non nucléaire.

Figure 1 : Evolution du nombre d'Etats dotés de l'arme nucléaire au cours du temps

Si neuf Etats possèdent déjà aujourd'hui l'arme atomique, le nombre de pays, dotés d'un arsenal nucléaire, risque de croître de manière alarmante lors des prochaines années.

Le premier danger est représenté par l'Iran. Téhéran a entrepris un programme d'enrichissement de l'uranium en isotope 235, près de Natanz. Par ailleurs, un réacteur nucléaire de recherche à eau lourde de 40 mégawatt est en cours de construction près d'Arak.

L'Iran prétend développer la technologie nucléaire de manière pacifique pour répondre à ses besoins énergétiques. Toutefois, Téhéran est accusé de vouloir utiliser ses capacités pour se doter de l'arme nucléaire¹⁴ [9].

¹⁴ Il existe des liens très étroits entre le nucléaire civil (production d'électricité) et le nucléaire militaire (fabrication de l'arme nucléaire). Le développement de l'énergie nucléaire civile peut permettre de mettre au point l'arme atomique. Premièrement, pour produire de l'électricité, l'uranium est faiblement enrichi en uranium 235 (entre 3 et 5 %). Toutefois, les installations peuvent être utilisées pour poursuivre l'enrichissement en uranium 235 jusqu'à des teneurs de 90 %, nécessaires pour fabriquer l'arme nucléaire (bombe à l'uranium). Deuxièmement, le combustible nucléaire irradié, sortant des réacteurs nucléaires de puissance, contient de l'uranium, du plutonium et des produits de fission. Il subit un traitement de manière à séparer les produits de fission, l'uranium et le plutonium. Ces deux derniers éléments sont recyclés pour produire de nouveau du combustible nucléaire, alimentant les réacteurs. Cependant, le plutonium séparé peut être aussi utilisé pour mettre au point des armes nucléaires.

Le rapport du Conseil des gouverneurs de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA), de février 2009, met en évidence d'une part que le stock d'uranium faiblement enrichi, dont dispose Téhéran, atteint 1010 kg, ce qui serait suffisant pour fabriquer un engin explosif nucléaire si l'Iran décidait de procéder à un nouvel enrichissement de ce stock¹⁵ [10]. D'autre part, la capacité annuelle supposée de production du réacteur à eau lourde pourrait atteindre, une fois celui-ci opérationnel, 9 kg de plutonium¹⁶. L'inquiétude est d'autant plus vive que Téhéran a procédé en janvier 2009 au lancement d'un satellite témoignant de l'existence d'un possible porteur de l'arme nucléaire.

L'attitude de l'Iran représente un élément d'insécurité supplémentaire pour le Moyen-Orient déjà nucléarisé (Israël), voire au-delà. D'une part, Israël envisage un recours à la force militaire si Téhéran continue ses activités nucléaires. D'autre part, si les bombes nucléaires tactiques américaines étaient retirées de son territoire, la Turquie pourrait être tentée de se doter d'un arsenal atomique.

Même si ses relations commencent à se normaliser avec les Etats-Unis depuis juillet 2009, la Syrie est aussi suspectée de développer un programme nucléaire à des fins militaires [9]. Damas est accusé de bénéficier d'une assistance technique de la part de la Corée du Nord. Suite à des traces d'uranium trouvées à Dail al Zour, un rapport de l'AIEA, datant de février 2009, précise que les analyses des prélèvements effectués indiquent une source radioactive qui ne correspond pas à l'inventaire de matières nucléaires déclaré par la Syrie dans le cadre des accords de garanties, qui couvrent ses activités civiles et de recherche [10]. Il n'est toutefois pas possible de relier les traces d'uranium à des sources nord-coréennes. Il convient de souligner le refus de Damas de permettre une deuxième inspection de l'AIEA et la construction d'une usine de fabrication de missiles.

En Asie, le déploiement en 2008 de deux Sous-marins Nucléaires Lanceurs d'Engins (SNLE) sur la nouvelle base sous-marine de Yalong illustre la volonté de la Chine de se doter rapidement d'un outil de seconde frappe [11]. Percevant la stratégie chinoise comme une menace dirigée à son encontre, l'Inde a lancé en juillet 2009 son premier SNLE baptisé Arihant, signifiant littéralement « exterminateur des ennemis », ce qui permettra à New Delhi de bénéficier d'une capacité navale nucléaire.

Le renforcement de la puissance nucléaire de l'Inde et de la Chine est susceptible de relancer une nouvelle course à l'armement nucléaire en Asie du Sud. L'évolution des rapports de forces navales (nucléaires et conventionnels) en Asie pourrait voir émerger une synergie tacite entre New Delhi et Washington au détriment de Pékin.

Toujours en Asie, la surenchère nord-coréenne risque de renforcer la demande des pays de la région pour le bouclier antimissile américain, voire inciter le Japon et la Corée du Sud, qui ne tolèrent pas un régime nord-coréen doté de l'arme atomique, à finalement développer leurs propres capacités nucléaires. A titre d'exemple, Toshio Tamogami, ancien chef de l'armée de l'air japonaise, appelle formellement au lancement d'un programme nucléaire. Par ailleurs, d'après l'opposition birmane en exil, la Corée du Nord est soupçonnée d'aider la Birmanie à se doter de l'arme nucléaire, en échange de matières premières [12]. La dictature militaire birmane est très inspirée par la manière dont Pyongyang tient en respect les Etats-Unis, en partie grâce à son programme nucléaire.

En Europe, si l'option du retrait des bombes nucléaires tactiques américaines était retenue, un « vide à combler » serait créé. A terme, la possibilité d'un remplacement des armes aéroportées américaines par les armes nucléaires françaises, pour les pays de l'Union européenne qui le souhaitent, pourrait être ouverte [13].

¹⁵ En moyenne, 700 kg d'uranium enrichi à 3,5 % en isotope 235 sont nécessaires à la production d'environ 25 kg d'uranium de qualité militaire, masse suffisante pour fabriquer un dispositif explosif nucléaire.

¹⁶ 8 kg de plutonium 239 est la masse minimale pour mettre au point un dispositif explosif nucléaire.

Pour ce qui est du déploiement d'armes nucléaires en dehors du territoire national, tel que réalisé aujourd'hui par Washington en Europe, il pourrait être reproduit par d'autres puissances nucléaires (Russie, Chine et Pakistan) ou par des puissances militaires régionales en passe de détenir un arsenal nucléaire.

L'installation d'armes nucléaires par la Russie dans des pays alliés n'est pas exclue. En juillet 2008, Hugo Chavez a ainsi déclaré être prêt à accueillir au Venezuela des bases russes, comme des escales techniques pour des bombardiers nucléaires [14]. Quelques semaines plus tard, deux bombardiers stratégiques russes Tu-160, en vol d'entraînement, ont procédé à une escale sur la base aérienne d'El Libertador [15].

Le Pakistan pourrait entreposer des armes nucléaires en Arabie Saoudite afin de le protéger d'un Iran doté d'une technologie nucléaire militaire.

L'Iran pourrait, à son tour, stocker sur le sol syrien un armement nucléaire balistique (missiles sol-sol de type Shahab-3), une solution qui permettrait de passer outre les problèmes techniques rencontrés pour produire des missiles de portée supérieure à 2500 km.

Le principal risque de prolifération de l'arme nucléaire résulte du développement du nucléaire civil (production d'électricité). La recherche et l'industrie civiles ont d'ailleurs servi d'alibi et de moyen d'accès à l'arme nucléaire pour les derniers Etats détenteurs de l'arme « suprême » (Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord).

Des liens très étroits existent entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. L'énergie nucléaire civile permet de produire l'uranium et le plutonium qui sont les matières de base pour construire des bombes atomiques (voir la note en bas de la page 7).

Certaines grandes puissances nucléaires, en particulier les Etats-Unis et la France, se livrent une « guerre » commerciale impitoyable pour vendre leurs technologies nucléaires civiles à de nombreux Etats.

Dans le prolongement du pacte de coopération signé en 2008, l'Inde et les Etats-Unis ont annoncé, le 20 juillet 2009, la conclusion d'un accord en matière de nucléaire civil, qui réserve à des entreprises américaines les chantiers de construction de deux centrales nucléaires [16]. En mai 2009, le président Obama a approuvé l'accord de coopération nucléaire conclu par la précédente administration entre les Etats-Unis et les Emirats Arabes Unis, qui permettra à ces derniers de disposer, à terme, de réacteurs nucléaires de puissance [17]. Washington a passé des protocoles d'accord de coopération similaires avec l'Egypte et le Maroc. La version finale de l'accord avec les Emirats Arabes Unis pourrait bien devenir un modèle pour le lancement de coopérations avec de nombreux pays du Moyen-Orient, du Machrek et du Maghreb.

La France a passé également des accords de développement du nucléaire civil avec de nombreux Etats (Algérie, Maroc, Lybie, Egypte, Inde, ...).

Une quarantaine de pays détient les matières nucléaires nécessaires à la fabrication de la bombe atomique.

L'abolition des armes nucléaires nécessite un désarmement généralisé et complet, mais aussi irréversible. Ce dernier caractère implique donc l'abandon du nucléaire civil.

Les efforts d'empêcher la prolifération échoueront tant que les Etats sans armes nucléaires se sentiront en état d'infériorité ou menacés par les pays disposant de l'arme nucléaire. Leur première réaction, pour trouver une parade, est alors de tenter d'acquérir à leur tour l'arme « suprême ». Tant que quelques Etats considèrent que leurs propres armes nucléaires sont vitales pour leur sécurité, il restera difficile de persuader les autres pays qu'ils peuvent s'en passer. Ce « deux poids - deux mesures », imposé par les grandes puissances, est intolérable et intenable. **L'élimination de la totalité des armes nucléaires est le seul moyen de juguler la prolifération nucléaire.** Tant qu'un Etat possèdera l'arme nucléaire, outil de domination par excellence, d'autres seront tentés de faire de même.

III.2.2 Les groupes non-étatiques

L'acquisition de l'arme nucléaire par des **groupes non-étatiques violents**, disposant de moyens, en particulier financiers, de plus en plus importants, constitue aujourd'hui une **menace réelle**. Il est évidemment difficile d'obtenir des informations fiables et précises à ce sujet. Ceci est d'autant plus vrai que le danger lié aux organisations terroristes est souvent volontairement exacerbé par les pouvoirs en place pour justifier des interventions militaires, et des politiques de contrôle social ou répressives.

Toutefois, des rapports récents font mention de trafics de matières nucléaires et radioactives en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Afrique. Toutes les transactions ne sont pas illégales car exploitant les vides dans les règlements nationaux de contrôle des exportations de biens sensibles [18]. La lutte contre les trafics de matières nucléaires et radioactives rencontre un certain nombre de difficultés [19].

Mustafa Abou Al-Yazid a récemment déclaré qu'Al-Qaida n'hésiterait pas à utiliser, le cas échéant, l'armement nucléaire pakistanais dans sa lutte contre les Etats-Unis [20]. L'hypothèse la plus vraisemblable pourrait être une grave déstabilisation du Pakistan, en perpétuelle crise politique, rendant l'arsenal nucléaire d'Islamabad plus vulnérable et ainsi plus accessible, notamment aux taliban présents dans la vallée de Swat [21].

Enfin, la bombe radiologique, dénommée également bombe « sale », est beaucoup plus accessible que la bombe atomique aux groupes non-étatiques. La bombe radiologique est constituée d'un explosif conventionnel et de matière radioactive. Son utilisation ne produit pas d'explosion nucléaire. L'objectif est de disperser dans l'atmosphère la matière radioactive toxique, sous l'effet de l'explosif conventionnel, qui sera inhalée ou ingérée par les populations.

Cette situation est très inquiétante car **totallement incontrôlable**. Si nous voulons **empêcher des acteurs non-étatiques d'avoir accès à l'arme atomique**, la seule issue est le **renoncement total à l'armement nucléaire**.

Il faut également noter que les progrès de la guerre « technologique » créent de nouvelles menaces qui pourraient avoir des conséquences désastreuses si les systèmes de contrôle et de commande de n'importe quel Etat nucléaire étaient piratés par des hackers hostiles ou mal intentionnés.

IV Risque d'utilisation de l'arme nucléaire

IV.1 Risque d'utilisation volontaire

La possibilité d'un **désastre nucléaire** résulte de la **combinaison** de la **prolifération nucléaire** et de la **situation planétaire actuelle**, où la **violence** et le **chaos** se **démultiplient**.

Après la chute du mur de Berlin, il nous avait été promis un « nouvel ordre mondial », où les conflits allaient considérablement diminuer. C'est tout le contraire qui s'est produit. Nous sommes entrés dans un « nouveau désordre mondial », caractérisé par la domination, le pouvoir, la compétition, la misère, la discrimination, les « chocs culturels », les fanatismes religieux, les séparatismes et le terrorisme.

L'humanité est actuellement confrontée à une grave crise économique. Dans un futur proche, d'autres crises majeures vont survenir (climatique, énergétique, alimentaire, accès à l'eau, ...), qui provoqueront de nombreux conflits et tensions.

La situation mondiale se complique par la multiplication de protagonistes de toutes sortes :

- des Etats puissants au niveau militaire et industriel,
- des pays avec des réserves énergétiques suffisantes pour créer une instabilité mondiale,

- des organisations para étatiques qui ont la capacité de déclencher des réactions incontrôlées au travers d'attentats qui touchent de grands ensembles humains ou des infrastructures importantes.

Une minorité - la finance internationale, les multinationales et les gouvernements - utilise la violence à l'égard des peuples pour conserver et augmenter leurs pouvoirs et leurs énormes privilèges. Cette brutalité déclenche des réactions violentes de toutes natures (fanatismes religieux, mouvements séparatistes et terrorisme, « recrutant » parmi des peuples se sentant piétinés et humiliés), ce qui conduit en retour à une répression plus violente et à de nouvelles interventions militaires de la part des pouvoirs en place, utilisant la force au nom de « la lutte contre le terrorisme » et de « la défense de la démocratie » pour défendre leurs intérêts particuliers.

Le terrorisme d'Etat et le terrorisme para étatique se rétro-alimentent comme les deux faces d'un même système violent. Tous deux déclarent agir au nom de valeurs qu'ils placent au-dessus de l'être humain, qui subit la terreur et la mort que cela génère. Tous deux fomentent une dynamique produisant la tension, l'instabilité, l'irrationalité des réponses, et le mépris des droits humains.

C'est cette escalade dans le cercle vicieux de la violence qui nous mènera inexorablement à la guerre nucléaire.

Aujourd'hui, nous vivons une situation psychosociale de nihilisme pandémique qui conduit au paroxysme de valeurs, d'intérêts et d'attitudes allant à l'encontre de la vie humaine. Le ressentiment, la frustration, l'impuissance, l'avidité et la peur poussent à l'emploi de moyens violents. Dans ces conditions d'altération mentale et émotionnelle généralisées, une certaine morbidité collective pose un contexte très favorable au déclenchement d'une guerre nucléaire. Dans un moment de chaos total au sein duquel personne ne contrôle plus rien, comment ne pas imaginer que des dirigeants utiliseront l'arme nucléaire pour maintenir coûte que coûte leur domination sur le monde ?

Quand des puissances commencent à perdre du pouvoir et que l'échiquier politique mondial est déstabilisé, cela peut déboucher sur un dénouement violent, comme l'ont montré les deux guerres mondiales du 20^{ème} siècle. Mais, aujourd'hui, compte tenu des arsenaux nucléaires existant, dernières lignes de défense du capital financier international, l'humanité ne peut pas se permettre un **nouveau dénouement violent**, qui **pourrait conduire à la disparition de l'être humain sur notre planète**.

IV.2 Risque d'utilisation accidentelle

Une guerre nucléaire peut être aussi déclenchée par accident, par une erreur d'ordinateur ou une erreur humaine.

Une fois lancées, les armes nucléaires prendraient de 12 à 30 minutes pour atteindre leur cible, période pendant laquelle le commandant en chef du pays « attaqué » disposerait de 3 minutes pour décider de répliquer. Dans ces conditions, le risque d'accident est élevé, comme l'ont montré divers événements où la catastrophe a été parfois évitée de justesse :

- Le 26 septembre 1983, des rayons de lune réfléchis par des nuages au-dessus des silos de missiles américains furent pris par les radars soviétiques pour des départs de missiles [22]. Heureusement, l'officier de garde, le lieutenant-colonel Petrov traita l'alerte comme une « fausse alerte ». Son sang-froid et son indiscipline empêchèrent les dirigeants soviétiques de devoir décider en quelques minutes une riposte soviétique anticipée.
- En 1995, la Russie a repéré un missile non identifié au-dessus de la Norvège. La possibilité de riposte nucléaire russe fût activée, avant de s'apercevoir à temps qu'il s'agissait d'une simple fusée scientifique.

- Le 30 août 2007, un bombardier stratégique B-52, transportant six missiles équipés d'ogives nucléaires, a survolé l'espace aérien américain, entre le Dakota et la Louisiane, sans aucune autorisation. Ce vol n'était pas prévu et était même inconnu de l'US Air Force. Le rapport Schlesinger, demandé par le Secrétaire d'Etat à la Défense Robert Gates sur la gestion des armes nucléaires à la suite de cet incident invraisemblable, a conclu à des défaillances importantes au niveau du contrôle et du commandement de l'arme nucléaire exercé par les autorités politique et militaire [23].
- En février 2009, le SNLE français « Le triomphant » et le SNLE britannique « HMS Vanguard » se sont heurtés au fond de l'océan Atlantique. Chaque sous-marin transportait à son bord des dizaines de têtes nucléaires.

V Conclusion

Le péril le plus grave pour l'humanité est actuellement la menace d'une guerre nucléaire.

En 2009, l'arsenal nucléaire mondial se compose d'environ 23 300 ogives nucléaires. Il est largement suffisant pour conduire irrémédiablement à la disparition de toute vie humaine sur notre planète.

La prolifération de l'arme nucléaire se présente sous la forme d'un double danger :

- La modernisation des arsenaux nucléaires existant, en particulier de la part des grandes puissances.
- L'augmentation du nombre d'acteurs nucléaires.

Si neuf Etats (Etats-Unis, Russie, France, Chine, Royaume-Uni, Israël, Inde, Pakistan et Corée du Nord) sont déjà en possession de l'arme atomique, le nombre de pays, dotés d'un arsenal nucléaire, risque de croître de manière alarmante durant les prochaines années.

Le principal risque de prolifération résulte du développement du nucléaire civil. Une quarantaine de pays détient les matières nucléaires nécessaires à la fabrication de têtes nucléaires.

Par ailleurs, l'acquisition de l'arme nucléaire par des groupes non-étatiques violents est aujourd'hui une menace réelle.

La Russie, les Etats-Unis, la France, la Chine et la Grande-Bretagne veulent absolument rester des puissances nucléaires, tout en le refusant à d'autres. L'arme nucléaire n'est pas une arme de dissuasion, mais une arme leur permettant de dominer le reste de la planète.

C'est surtout la situation mondiale actuelle, caractérisée par une violence et un chaos croissants, qui fait que la probabilité d'occurrence d'une guerre nucléaire est élevée. Un conflit nucléaire peut être aussi déclenché par accident, par une erreur d'ordinateur ou une erreur humaine.

Un désarmement nucléaire général, complet et irréversible est la seule issue possible. Il doit être engagé urgemment et ne pourra être obtenu que par une « pression non-violente » provenant de la société civile.

Eric Bastin
Porte-parole de Monde sans guerres France

Références bibliographiques

- [1] Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Yearbook 2009: Armaments, Disarmament and International Security, Chap. 8: World nuclear forces
- [2] L. Mampaey, note d'analyse du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), « Punir ou négocier ? Les enjeux de l'escalade nucléaire de la Corée du Nord », juin 2009
- [3] J.M. Collin, rapport du Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité (GRIP), « Les armes nucléaires de l'OTAN. Fin de partie ou redéploiement ? », 2009
- [4] Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements (CESIM), observatoire de la non-prolifération, numéro 39, juin 2009
- [5] M. Butcher, BASIC Getting to Zero Special Briefing, « Obama's Nuclear Posture Review. Putting flesh on the bone of his nuclear diplomacy », BASIC, juin 2009
- [6] Planète PAIX, n° 542, mai 2009
- [7] Planète PAIX, n° 541, avril 2009
- [8] C. Hansell et W. C. Potter, « Engaging China and Russia on Nuclear Disarmament », Ed. Occasional Paper N°15, CNS, Monterey Institute, avril 2009
- [9] Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), Yearbook 2009: Armaments, Disarmament and International Security, Chap. 9: Nuclear arms control and non-proliferation
- [10] Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements (CESIM), observatoire de la non-prolifération, numéro 36, mars 2009
- [11] Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements (CESIM), observatoire de la non-prolifération, numéro 35, février 2009
- [12] Le Monde, 4 juillet 2009
- [13] I. Facon et B. Tertrais, fondation pour la recherche stratégique, « Les armes nucléaires tactiques et la sécurité de l'Europe », janvier 2008
- [14] C. Galloy, LatinReporters, « Avions et flotte russes au Venezuela : raisons de Chavez et retombées régionales possibles », 10 septembre 2008
- [15] AFP, « Deux bombardiers russes au Venezuela pour des vols d'entraînement », 11 septembre 2008
- [16] Le Monde, 21 juillet 2009
- [17] Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements (CESIM), observatoire de la non-prolifération, numéro 38, mai 2009
- [18] J. Boureston et J. A. Russell, « Illicit Nuclear Procurement Networks and Nuclear Proliferation: Challenges for Intelligence, Detection and Interdiction », Strategic Insights, vol. VIII, Issue 2, p. 24, avril 2009
- [19] « World At Risk: The Report of the Commission on the Prevention of WMD Proliferation and Terrorism », Vintage Book, New York, décembre 2008
- [20] Le Monde, 22 juin 2009
- [21] L'express, 25 juillet 2009
- [22] J.M. Matagne, « Nucléaire : désarmer pour vivre sur une planète sans armes ni centrales nucléaires », juin 2009
- [23] Centre d'Etudes de Sécurité Internationale et de Maîtrise des armements (CESIM), observatoire de la non-prolifération, numéro 34, janvier 2009